

Le Courriel d'information

n°246 – Mardi 19 juin 2001.

NON A LA VIOLENCE

Dans ce numéro

1- J'étais à Göteborg
2- Les violences de Göteborg
3- Genova – Résistances contre les oppressions, notamment des femmes
4- Violences policières
5- Brèves de Russie
6- Après l'air pollué, l'argent pollué
7- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

En bref...

1- J'étais à Göteborg. Voici le témoignage de Susan George qui se trouvait à Göteborg durant les manifestations qui ont eu lieu à la fin de la semaine dernière dans la ville suédoise.
2- Les violences de Göteborg. Christophe Aguiton, observateur privilégié des différents mouvements contestataires dans le monde, rappelle que pour la première fois en cinquante ans des armes à feu ont été utilisé contre des manifestants en Europe.
3- Genova – Résistances contre les oppressions, notamment des femmes. Accepter le monde tel qu'il se dessine, aujourd'hui sous la conduite du G7, s'y résigner, c'est tout simplement accepter la destruction et les massacres sous toutes les formes qu'ils peuvent emprunter. Se résoudre à la politique économique élaborée, entre autre, par le G7, c'est accepter les licenciements massifs, le chômage, l'exploitation des femmes, des travailleurs et des enfants dans les pays les plus pauvres.
4- Violences policières. Pierre Rousset, animateur dans le groupe international d'ATTAC France, se trouvait pour une conférence internationale en Indonésie. Tout d'un coup la police a fait irruption dans la salle des débats.
5- Brèves de Russie. Vous avez permis à ce qu'un bus de Russes puissent atteindre Gênes : merci ! En Russie cependant des résistances s'organisent autour de la réforme du code du travail.
6- Après l'air pollué, l'argent pollué. Une analyse sur les récentes positions américaines par rapport aux paradis fiscaux, réalisée par une américaine. Pour elle, il ne s'agit pas hasard, il s'agit d'une pratique à la fois politique et économique.

J'étais à Göteborg

Par Susan George

Attac Suède a maintenant entre 4000 et 5000 membres; rapporté à la population suédoise c'est autant ou plus qu'en France après moins d'un an d'existence et c'est reconnu comme un phénomène politique significatif. Attac Suède travaillait depuis plusieurs mois à la préparation du Sommet de Göteborg, négociant avec le gouvernement et la police pour que les manifestations se passent dans le calme. Le président du Conseil d'Attac, Hans Abramsson qui occupe une chaire universitaire d'études sur la paix et le conflit était au centre de cette préparation et America Vera-Zavala a rencontré le premier ministre Goran Persson [la photo d'America avec son chemisier blanc orné de l'emblème rouge d'ATTAC à côté de Persson était à la une de "Metro", le quotidien du Sommet]. Tout cela est dans la tradition suédoise de la concertation et du consensus et d'après les membres d'Attac, une confiance mutuelle avait été établie.

Hélas, tous ces efforts ont été vains. Les problèmes ont commencé jeudi après-midi. Le gouvernement avait ouvert plusieurs écoles pour que les militants puissent y dormir; le bruit courait qu'il y avait des armes cachées dans une



école, les occupants ont refusé de sortir, la police a fait venir d'immenses containers pour bloquer tous les accès à l'école et des échauffourées entre police et protestataires ont eu lieu dans un parc avoisinant où la police était à cheval, contrairement à l'une des promesses faites lors des négociations. Malgré tout, rien de très grave jeudi, même si la tension commençait à monter. Vendredi les occupants de la mouvance "Globalisation from Below" "Ya Basta" et "Tute Bianche" ont été évacués. Vendredi j'étais personnellement dans le village alternatif où on trouvait des tentes abritant de multiples organisations et tous les forums. Mais à moins de 500 mètres de là les affrontements et la casse avaient commencé. Sur la grande avenue que les Gotebourgeois comparent aux Champs-Elysées, il ne restait pas de vitrine intacte en fin de soirée. Deux cent personnes environ avaient réussi à faire basculer dans la bagarre un millier ou plus. Les policiers, complètement débordés, dont on avait détruit les voitures, avaient tiré de vraies balles et une personne au moins a été gravement blessée à l'abdomen, d'autres plus légèrement. Les Suédois n'ont jamais connu de semblables violences sur leur territoire et ils en sont profondément choqués.

Je condamne de façon claire et nette ces violences et ceci pour plusieurs raisons.

- Indépendamment des positions philosophiques sur la question et en dehors du fait que nos collègues suédois en sont assez traumatisés, les violences font invariablement le jeu de l'adversaire. Même en cas de provocations et quand la police est responsable d'ouvrir les hostilités, comme c'est souvent le cas, on nous met tous dans le même sac. Les médias ne parlent évidemment que de cela. Les idées, les raisons de notre opposition, les propositions sont complètement occultées.

- L'Etat se définit par son "monopole de la violence légitime". Quiconque pense pouvoir l'affronter et gagner sur ce terrain-là n'a pas poussé très loin l'analyse politique. Quiconque pense que casser des vitrines et "du flic" "menace le capitalisme" n'a pas de pensée politique du tout.

- Nous ne pouvons pas construire un mouvement large et populaire sur la base d'une culture de jeunes et de gens qui sont prêts à se faire casser la figure. Toutes les personnes qui ont peur des gaz, de la violence - les gens de mon âge, les familles avec enfants, les gens moins en forme physiquement - s'abstiendront et ne viendront à aucune de nos manifestations.

- Ce n'est pas démocratique. J'en ai franchement marre de ces groupes qui ne sont jamais là pour le travail préparatoire, qui ne fichent jamais rien dans la politique de tous les jours mais qui arrivent dans les manifs comme des fleurs (« vénéneuses ») pour casser, quels qu'aient pu être les accords négociés par les autres. De plus cela va casser les alliances entre ceux qui condamnent ces violences et ceux qui les tolèrent et refusent de le faire.

- On insulte ceux qui refusent et condamnent la violence en les traitant de "réformistes" mais l'opposition "réforme-révolution" n'a aucun sens dans le contexte actuel et ce n'est pas à mon sens comme cela que se pose le problème. Ce n'est pas "révolutionnaire" de diviser le mouvement social et d'aliéner les alliés potentiels; ce n'est pas révolutionnaire de susciter de la sympathie pour nos adversaires chez la vaste majorité de la population; ce n'est pas révolutionnaire de s'opposer à toutes les mesures partielles [comme la Taxe Tobin] en attendant le "Grand Soir", c'est idiot et c'est contre-productif.

Bref, j'ai assez de ces tyranneaux et je crains que si on continue à les laisser faire, ils finiront par détruire le mouvement, le plus bel espoir politique depuis trente ans.

Susan George

Les violences de Göteborg

Par Christophe Aguiton

Rien ne justifie l'usage des armes à feu qui ont été utilisées en Suède, une première dans une manifestation dans un pays de l'Union européenne depuis sa création... Il faut être en faveur des manifestations non-violentes. Du reste une organisation comme ATTAC n'a jamais participé et ne participera en aucun cas à des actes d'une nature violente.

Nous sommes face à un double mouvement. D'un côté, il y a une extension et une massification de la lutte contre la "mondialisation libérale", les enquêtes d'opinion montrent ainsi une inquiétude croissante de la majorité de la population. En même temps, on assiste à l'exaspération de certains milieux militants et des couches sociales qui sont les première victimes de la restructuration du capitalisme, mouvements de chômeurs ou conflits ouvriers comme à Cellatex (en juillet dernier, des salariés licenciés menaçaient

d'empoisonner une rivière dans les Ardennes, ndlr).

Depuis Seattle, il n'y a pas un sommet qui ne soit doublé d'un contre-sommet et de manifestations toujours plus importantes. Les exigences qui s'y expriment sont partout les mêmes : répondre aux aspirations sociales (lutte contre les inégalités, précarité ou insécurité sociale grandissante), environnementales (refus de la mainmise des multinationales sur les biens communs de la planète) ou démocratiques (volonté de peser sur les choix qui déterminent l'avenir de la planète).

Il n'y a pas de confusion des cibles entre d'un côté des institutions internationales au mandat souvent peu démocratique (OMC, FMI...) et de l'autre des chefs d'Etat démocratiquement élus (sommets européens). A l'origine, l'Union européenne n'a pas été conçue comme une construction strictement économique. Or, elle apparaît désormais comme un marchepied dans la «mondialisation libérale», où les préoccupations sociales et politiques ne sont pas suffisamment prises en compte.

De fait, le mouvement social mondial est par nature internationaliste et il n'est pas, globalement, antiaméricain ou antieuropéen. Il n'y a pas de risque d'un retour au souverainisme ou au nationalisme. Mais, si en matière d'environnement, l'Europe connaît des avancées, elles sont quasi inexistantes en matière sociale. L'Union apparaît davantage comme une machine à laminer les acquis sociaux et les services publics que comme un outil garantissant de nouveaux droits.

On doit donc comprendre l'impatience et les frustrations des centaines de milliers des militants qui ne voient toujours pas d'inflexion dans les politiques. La première question que devraient se poser nos gouvernants, c'est pourquoi la colère monte et comment se donner les moyens d'une autre politique. Il y a une transformation profonde du capitalisme, de son fonctionnement et de ses règles. Et face à cette mutation globale, les réactions sont multiples. Il y a les manifestations lors des sommets et aussi les réactions exprimées contre les plans sociaux de convenance boursière (Danone, Marks & Spencer). Il y a le vote des Irlandais contre le traité de Nice, signe d'un réel malaise social et démocratique ou la montée considérable de l'abstention, en France, aux Etats-Unis, en Italie. Il y a enfin les campagnes antidette ou pour l'instauration d'une taxe Tobin ou les conférences comme Porto Alegre, qui ont jeté les bases d'alternatives.

Grâce à cela il ne s'agit plus comme dans les années 70, pour la grande majorité des cas, de conquérir l'Etat via des organisations révolutionnaires, mais de trouver d'autres voies de contestations radicales. On assiste surtout à l'émergence d'alliances beaucoup plus larges, avec les mouvements paysans, de nombreuses ONG, des syndicats de masse (comme l'AFL-CIO américaine), et le monde associatif.

Christophe Aguiton
Cet article est l àdaptation d ùne interview réalisée pour le journal Libération, parue dans le n°6248 du lundi 18 juin

Genova – Résistances contre les oppressions, notamment des femmes

Par Selima Ghezali

Se résoudre à la politique économique élaborée, entre autre, par le G7, c'est accepter les licenciements massifs, le chômage, l'exploitation des femmes, des travailleurs et des enfants dans les pays les plus pauvres. C'est accepter que le monde avec ses villes, ses campagnes, ses hommes et ses femmes, ses langues et ses cultures, soit soumis à la loi du marché. Soumis à la loi du marché, cela veut dire tout simplement à des intérêts unilatéralement définis par des groupes financiers et des multinationales dont la puissance aujourd'hui est en passe de dépasser celle des Etats. Par conséquent, cette mondialisation échappe au contrôle des citoyens, y compris dans des Etats avancés et des Etats où les citoyens existent en tant que tels et non pas simplement en tant que chiffres de population. Se soumettre à la loi du marché, c'est aussi se résoudre au nouvel ordre mondial, comme on dit, avec ses conflits meurtriers, avec ses épidémies gérées par des odieux marchandages, avec ses famines, sa pollution, la remontée des extrémismes, des racismes et des fanatismes sous prétexte d'impuissance. Qu'il s'agisse de l'ex-Yougoslavie, de l'Algérie ou de la Somalie, c'est toujours d'impuissance que l'on parle alors que cette impuissance est tout simplement organisée.

Se résoudre à tout cela, c'est renoncer tout simplement au droit des hommes et des femmes, au droit des sociétés et des peuples d'intervenir dans la gestion, d'intervenir dans leur présent et leur avenir. Ce renoncement n'est pas simple. Il est lourd de conséquences. Il signifie, et je pèse bien mes mots, une



régression sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Parce que c'est une régression qui ne se fait ni sous le signe d'une idéologie ni sous le signe d'une religion; c'est une régression qui se fait sous le signe apparemment neutre du marché tout puissant. Résister aujourd'hui encore plus qu'hier, c'est tout simplement refuser la fatalité. Et tous ceux qui soutiennent qu'il n'y a pas d'alternative possible aux médications prescrites par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et le G7, sous prétexte d'impératifs du marché, imposent en fait une nouvelle fatalité présentée comme irrémédiable. Or, justement, toute fatalité est porteuse d'obscurcissement, de fermeture de l'horizon des possibles, avec ses foules manipulées et conduites à se massacrer. De l'obscurcissement de l'horizon au désespoir et à la terreur nihiliste, il n'y a qu'un pas que des milliers de gens franchissent aujourd'hui chaque jour. Contre cela aussi, il est vital de résister. Et c'est d'une infirme partie de ces résistances que je suis venue témoigner.

Je suis née il y a trente sept ans dans un pays en guerre. Tout mon enfance, j'ai baigné dans un chuchotement permanent de femmes qui disaient un certain nombre de mots: arrestation, torture, liquidation, assassinat, bombe, égorgement, vengeance, guerre... Tout ces mots ont entièrement constitué le background de mon enfance. Les hommes n'étaient pas visibles: ils étaient à la guerre. Même quand ils étaient présents, ils n'étaient pas visibles, on ne les voyait pas. C'est seulement à leur retour, militairement victorieux en tant que guerriers, que nous avons vu les hommes et plus du tout entendu les femmes, et plus du tout vu les femmes. Cette visibilité à la faveur d'une victoire d'un rapport de forces militaires aura des conséquences désastreuses dont celles que nous vivons aujourd'hui. Les guerriers sont revenus et ils sont revenus parés de leur gloire. Ils ont gommé jusqu'à la moindre trace de toutes les autres formes de résistances, de toutes les autres formes de luttes qui n'avaient pas emprunté les voies de la violence et du rapport de forces. Cette attitude qu'ils ont développée, une fois qu'ils ont pris le pouvoir après l'indépendance nationale, a installé le rapport de forces brutal comme élément structurant tous les rapports à l'intérieur de la société: des citoyens avec leur administration et leurs gouvernants, des hommes avec les femmes, des parents avec les enfants. Tous les rapports à l'intérieur de la société étaient structurés autour de cette notion de rapport de forces. Celui qui gagne, c'est celui qui est le plus fort.

Aujourd'hui, justement, c'est de nouveau la guerre dans mon pays, j'ai des enfants et mes enfants grandissent dans ce murmure autour de la guerre et les mêmes mots sont de retour: torture, bombe, égorgement, viol, enlèvement, camps de concentration. Tous ces mots sont de retour. Simplement le monde a évolué et les dirigeants ont affiné avec une subtilité et une sophistication extraordinaire la façon avec laquelle aujourd'hui, on opprime les gens. Aujourd'hui, on fragmente les luttes, de manière à ce que des luttes qui doivent aller dans le même sens de libération se retrouvent dans des dualités fictives opposées les unes aux autres et versant dans le maintien du système oppresseur. Aujourd'hui, la question de l'identité, telle qu'elle est exprimée par exemple en Algérie par la question berbère, par la question islamique aussi et par la question de l'identité arabe est fragmentée et mise ne conflit, chaque paramètre l'un contre l'autre.

Aujourd'hui, la revendication du droit à l'identité, du droit culturel est mise en conflit avec l'universalité. Aujourd'hui la question du droit des femmes est mise en conflit avec le droit des hommes et inversement. Aussi bien au niveau des islamistes, des fondamentalistes ou encore des traditionalistes qui ne sont pas pour autant islamistes (on n'a pas attendu les islamistes en Algérie pour renier le droit aux femmes). Tous ont d'abord construit leur discours sur la négation des droits des femmes, sur le droit des hommes de contrôler ces femmes. Mais aujourd'hui au milieu de la guerre, on focalise de façon hypocrite sur les violations des droits des femmes par les islamistes pour occulter les violations des droits de l'Homme commises par les autorités et par les gouvernements. Or si il y a dix ans nous nous sommes mobilisés en tant que féministes pour revendiquer l'intégration des droits des femmes aux questions des droits de l'Homme, on a demandé que le droit des femmes soient partie intégrante des droits de l'Homme, ce n'est pas pour aujourd'hui occulter, au nom de la protestation contre les violations des droits des femmes, les violations des droits de l'Homme. C'est cette fragmentation dans le sillage de la mondialisation économique, la fragmentation des luttes qui fait qu'aujourd'hui, dans un pays comme l'Algérie, les femmes payent le prix le plus fort. Elles paient le prix sur le plan physique, avec les viols, les enlèvements, les assassinats, mais aussi avec la chair de leur chair: avec leurs enfants, arrêtés, emprisonnés, massacrés... Elles paient le prix fort au niveau de la fonction de citoyenne qui ne leur est pas reconnue, dans la mesure où la législation ne reconnaît pas la majorité des

femmes, ne reconnaît pas le droit des femmes. Mais elles paient aussi sur le plan symbolique l'instrumentalisation abjecte par le pouvoir en place de sa prétendue défense des droits des femmes. Il utilise simplement les femmes comme justification de la répression contre les hommes, et cela c'est absolument inadmissible.

En plus de cela, les mobilisations qui se font de façon partielle, sont des mobilisations qui sont contre-productives. En effet, la mobilisation contre une des violences qui ne soit pas une mobilisation contre toutes les violences alimente et l'une et l'autre de ces violences. La guerre, et tous ceux qui soutiennent la guerre, quelle que soit la raison pour laquelle ils la soutiennent, évacuent la question des droits des femmes, évacuent la possibilité sur la question des droits des femmes de trouver un lieu d'expression, parce que cette lutte là a besoin que les armes se taisent, a besoin que la paix soit présente, que la paix soit là pour pouvoir se faire entendre, pour pouvoir imposer sa logique et participer de la pluralité des expressions. Or, aujourd'hui, ce n'est pas le cas, la parole est aux armes, la parole est à ceux qui doivent choisir leur camp: soit on est dans le camp de ceux qui torturent, soit on est dans le camp de ceux qui égorgent. Mais on ne peut être dans le camp de ceux qui disent: "Non, je refuse de me salir les mains avec le sang". Je revendique pour tous l'obligation et le devoir de s'asseoir autour d'une table pour discuter sans permettre à la confusion de jouer, sans permettre aux islamistes de dire que les femmes sont des voleuses d'emplois. Ce ne sont pas les femmes qui sont des voleuses d'emplois, c'est le plan d'ajustement structurel, la Banque mondiale et les choix économiques qui volent l'emploi des hommes. Toutes les conséquences de la globalisation conduisent à l'oppression du peuple, l'oppression des femmes par conséquent. Toutes les oppressions: le chômage, l'exclusion, la guerre, la pollution, tout cela est ressenti aussi par les femmes et par conséquent, tout cela fait partie aussi des luttes des femmes.

Si on décide de se solidariser pour empêcher les dualités fictives, c'est pour prohiber la lutte, pour induire la solidarité et pour créer un monde meilleur qui ne soit pas géré par la lutte qui légitime les violences contre une autre violence.

Selima Ghezali
Rédactrice en chef de La Nation, Algérie
Allocution prononcée lors du Sommet des sept résistances, Lyon 1996.
Extrait du document complet :
http://www.attac.org/genes2001/documents/docfem2.htm

Gênes : tout savoir, s'informer, se documenter.
http://attac.org/genes2001/

Violences policières.

Par Pierre Rousset

QUAND LA POLICE ET LA MILICE FONDAMENTALISTE S'ATTAQUENT EN INDONESIE A UNE CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA MONDIALISATION

Djakarta, vendredi 8 juin. Deuxième jour de réunion pour la Conférence de solidarité des peuples d'Asie-Pacifique. Une centaine de participants, pour deux tiers Indonésiens, pour un tiers étrangers. Nous discutons des effets de la mondialisation capitaliste quand, à 15 heures tapantes, une bonne cinquantaine de policiers font irruption, certains armés de fusils. A croire qu'ils avaient consulté l'ordre du jour du séminaire, le prochain sujet étant... la militarisation et ses conséquences. Oublié le Pakistan qui devait illustrer ce thème. Nous passons directement aux travaux pratiques. Bienvenue en Indonésie.

Après deux heures de face-à-face et de négociations, tous les étrangers sont embarqués en camion. Direction : le quartier général de la police à Djakarta. Nous cherchons à comprendre les raisons du raid policier. Nous aurons bientôt une première réponse. Peu après notre départ forcé, le cordon de police s'est en effet écarté, laissant la voie libre à une milice islamiste d'extrême droite, la Ka'abah Youth (AMK). Qui s'attaque aux participants indonésiens — avec aux poings sabres, couteaux traditionnels en forme de faucille et machettes. Il y a deux blessés, de l'argent et du matériel informatique volés, des vitres et du mobilier cassés. Une opération de terreur comme il y en a eu bien d'autres, ces derniers temps, dans l'archipel. Où forces de l'ordre et groupes paramilitaires agissent en toute complicité. Nous ne devions pas pouvoir témoigner.

Le séminaire était organisé par une association nouvellement créée, Increase (Center for Social Reform and Emancipation), qui veut inscrire son action au sein des résistances nationales et internationales à la mondialisation néolibérale. Elle était largement animée par l'aile radicale des mouvements sociaux : syndicalistes ouvriers, militants paysans ou étudiants,



féministes à enracinement populaire, groupe d'action culturelle. Mais elle était aussi soutenue par Infid, un important réseau d'OGN de développement, et Walhi, les Amis de la Terre en Indonésie. Ouverte à la participation étrangère (avant tout régionale), c'était la première fois qu'une telle conférence se réunissait dans l'archipel.

Certains des intervenants sont les véritables bêtes noires du chef de la police et des milices fondamentalistes : la syndicaliste Dita Sari et, surtout, Budiman Sujatmiko, président du PRD, le jeune Parti démocratique du peuple. Détenus durant les dernières années de la dictature Suharto, ils n'ont retrouvé la liberté qu'après l'élection du nouveau président de la république, Abduhraman Wahid (dit Gus Dur). Ils restent aujourd'hui soumis à un harcèlement permanent. La maison de Budiman, au village, a été récemment incendiée. Ce sont eux les premières cibles de l'opération combinée police-milice menée contre la conférence. Ainsi que Kelik Ismunanto, directeur d'Increase, qui a eu le grand tort de convier sur Internet des étrangers à y participer.

Nous nous retrouvons 32 étrangers au commissariat central de Djakarta. Une vingtaine d'Australiens, dont une petite fille de 4 ans, remarquablement calme. Des participants venus du Pakistan, d'Inde, d'Asie du Sud-Est, du Japon, de Nouvelle-Zélande, des Etats-Unis, du Canada, de Belgique, des Pays-Bas, d'Allemagne. Je suis le seul Français présent, envoyé par Attac-France et Attac-Institutions européennes. Avec le soutien du groupe pour lequel je travaille au Parlement européen — qui interviendra auprès de l'ambassade, après notre interpellation collective.

Nous sommes accusés d'avoir pénétré sur le territoire indonésien sur un visa touristique alors que nous comptions en fait participer à la conférence. En réalité, la plupart d'entre nous n'ont tout simplement pas besoin de visa pour venir en Indonésie ! La protestation s'organise. Les avocats du Groupe d'action légale, les médias, les réseaux militants et les ambassades sont contactés. Les téléphones portables font décidément des merveilles. Nous ne dépendons pas du bon vouloir des flics pour téléphoner — ce qui fait une belle différence. Dans la salle de réunion où nous sommes parqués, au quartier général de la police, il y a une télévision. Notre affaire passe aux informations. Elle est, clairement, politique.

La situation en Indonésie est en effet des plus volatile. Nous le savions évidemment avant même de nous rendre dans le pays. Les forces issues de l'ancien régime dictatorial — l'Ordre nouveau du général Suharto, chassé du pouvoir en 1998 — ont repris l'offensive. La transition démocratique s'est enlisée. La coalition hétéroclite qui a porté Abdurrahman Wahid à la présidence s'est défaite. Aujourd'hui minoritaire au Parlement, il est menacé de destitution. Un bras de fer l'oppose d'ores et déjà au chef de la police, ce dernier ayant refusé d'être démissionné et d'être remplacé par son adjoint. La crise à plus d'un visage : irrédentismes à la périphérie de l'archipel, affirmation nouvelle de fondamentalismes religieux, fractionalisme politique et activisme militaire, brutale croissance des inégalités sociales…

Dans ce contexte, le PRD joue le rôle de bouc émissaire, dénoncé sur deux flancs. Il est d'abord accusé d'être communiste dans un pays où, en 1965-1966, plus d'un million de "communistes" ont été massacrés. C'est sur l'un des plus grands massacres du siècle que s'est érigé l'Ordre nouveau de Suharto. Et que pendant 30 ans l'anticommunisme a servi de ciment à l'idéologie dominante. Le PRD est aussi accusé de soutenir le président Wahid. Ce qui est dans une certaine mesure vrai. En effet, si ce parti critique sévèrement la politique néolibérale mise en œuvre par le gouvernement, il ne s'oppose pas moins activement au renversement de la présidence par les forces de l'ancien régime, en mouvement derrière la figure plus respectable de Megawati Sukarnoputra (vice-présidente, elle devrait succéder à Wahid s'il est destitué).

Les participants à la conférence de solidarité Asie-Pacifique sont ainsi devenus les otages de la crise indonésienne. La milice islamiste a justifié l'attaque d'un séminaire sur la mondialisation au nom de l'anticommunisme. Elle a aussi prétendu que nous voulions empêcher la réunion du MPR (l'Assemblée du peuple qui a seule le pouvoir de destituer un président)… prévue pour dans deux mois, en août prochain ! Alors que la police faisait comme si elle ne s'intéressait qu'à une affaire de visas, d'autant plus obscure que tous les congressistes qui se pressent à Bali entrent dans le pays exactement de la même façon que nous l'avons fait. Sans visa aucun.

Ces accusations étaient bien peu crédibles. Pour une fois, les médias se sont retournés contre la police et les milices. "La démocratie en péril" titre l'éditorial du "Jakarta Post", le 11 juin. Les



ambassades se sont mobilisées. L'appareil d'Etat s'est avéré lui-même divisé. : l'Immigration a porté de coup de grâce au département de la police en révélant qu'elle n'avait jamais été mise au courant de l'opération, pourtant menée en son nom, et en ne retenant finalement aucune charge contre les étrangers (à l'exception malheureuse de Farooq Tariq, du Labour Party Pakistan, expulsé du territoire sous prétexte qu'il était effectivement venu, pour sa part, avec un visa touristique).

Le lundi 11 juin, nous étions libres.

Si la conférence n'a pas pu terminer ses travaux, l'affaire s'est conclue sur une victoire politique. Elle n'en est pas moins très grave. Elle montre à quel point les droits démocratiques gagnés après le renversement de Suharto restent fragiles et sont remis en question. L'appareil policier attend son heure ; et il ne va évidemment pas détruire la liste noire des étrangers établie à cette occasion. Surtout, le raid opéré contre le séminaire sur la mondialisation illustre à quel point nos amis Indonésiens sont aujourd'hui menacés. Face à la police, à l'armée et aux nouvelles milices fondamentalistes, ils vivent une situation de grande insécurité quotidienne. Une situation qui risque de s'aggraver encore, quand l'offensive de la réaction contre la présidence Gus Dur va se précipiter. Ils auront besoin de toute notre solidarité. Nous y reviendrons.

Pierre Rousset
Animateur dans le groupe international d'ATTAC France, de la région Asie-Pacifique
groupe-asie@attac.org

Brèves de Russie

Par groupe-est@attac.org

Il y a un mois un appel à la solidarité matérielle était lancé dans le Grain de Sable. L'objectif était de rassembler 35 000 FF afin de permettre à 25 syndicalistes et représentants du mouvement associatif de Russie de participer au rassemblement de Gênes les 19 - 21 juillet. En un mois, cette somme a été réunie et même dépassée (nous en sommes à 45 000 FF) grâce à un élan de solidarité tout à fait remarquable, qui permettra à plus de trente personnes de la Fédération de Russie mais aussi d'Ukraine d'être présents à Gênes. Cela n'aurait pas été possible sans cette solidarité exemplaire de beaucoup d'entre vous. Pour la première fois, dans une initiative internationale, on aura une présence significative de celles et ceux qui en Russie se sont engagés dans la résistance à la mondialisation libérale. Les contacts, discussions, rencontres qu'ils auront à cette occasion contribueront à enrichir le mouvement en Russie et en Ukraine, et à mieux l'ancrer dans le mouvement international des résistances à l'ordre mondial libéral. Au nom des militants russes et ukrainiens, très touchés par ce mouvement de solidarité concrète venu de France, nous transmettons un grand merci à toutes celles et ceux qui, par leur soutien, ont contribué à rendre effective leur présence au rassemblement de Gênes.

Le Grain de Sable continuera à informer ses lecteurs de la mobilisation en Russie.

LA BATAILLE AUTOUR DE LA RÉFORME DU CODE DU TRAVAIL SE DURCIT.

Comme le Messager Syndical l'avait relaté, la mobilisation syndicale de décembre avait entraîné le report de l'adoption par la Douma du nouveau Code du travail. Mais le gouvernement n'a pas abandonné son projet et tente actuellement de le faire passer au forcing. Il a mis sur pied une Commission de conciliation à laquelle participent des représentants des syndicats, du gouvernement et des entrepreneurs. Le vote du projet de " conciliation " est prévu à la Douma d'Etat pour fin juin 2001.

La Commission a pris de fait pour base de travail le projet gouvernemental, et, en contradiction avec leurs déclarations publiques, les dirigeants syndicaux membres de cette Commission, en premier lieu ceux de la FNPR, multiplient les concessions. Ainsi, le projet dit de "conciliation" prévoit l'élargissement des contrats à durée déterminée, la libéralisation des critères de licenciement, et surtout la liquidation de la plupart des droits dont bénéficient jusqu'à présent les syndicats. L'accord des syndicats de l'entreprise était obligatoire pour les licenciements économiques, la fixation de l'emploi du temps, les heures supplémentaires, il devient facultatif dans le nouveau projet (qui se contente de demander aux entrepreneurs de " tenir compte de l'avis des syndicats "). Enfin, véritable arme de guerre contre les petits syndicats (qui sont souvent les plus revendicatifs), les conventions collectives de branches et d'entreprises ne pourront être signées que par les syndicats regroupant plus de 50% des salariés d'une branche ou d'une entreprise. Cette mesure est un véritable arrêt de mort pour la plupart des syndicats qui font partie des fédérations Zachtchita ou Sotsprof



ainsi que pour beaucoup de syndicats organisés sur une base professionnelle.

Dans les faits, la FNPR, qui reste, numériquement et de loin, la principale fédération syndicale, a abandonné sa position de refus global du projet gouvernemental et la défense du projet dit des "huit" (un des contre-projets de Code du travail), pour adopter une position plus que conciliante à l'égard des propositions du gouvernement. Ce changement d'attitude s'explique par la volonté de la direction de la FNPR de rétablir à son profit un quasi-monopole de la représentation syndicale, contestée ces dernières années par les syndicats alternatifs plus combatifs. Mais une telle attitude de la direction ne va pas sans créer des remous au sein même de la FNPR dont le prochain congrès, prévu pour l'automne 2002, risque fort d'être houleux. Les dirigeants, de la FNPR, très soucieux de leur réélection au prochain congrès, ont cherché à convaincre le gouvernement de repousser l'adoption du Code du travail à une date postérieures à la tenue de ce congrès. Mais pour l'instant, le gouvernement fait la sourde oreille.

Face à la grave menace que fait peser le projet gouvernemental de Code du travail sur les droits des salariés et des syndicats, un front syndical se met en place, regroupant les fédérations Zachtchita, et Sotsprof, l'Union professionnelle des travailleurs de l'aviation, le Syndicat des aiguilleurs du ciel, des travailleurs du rail, de la marine, le Syndicat indépendant des mineurs (NPG), le Syndicat national des dockers, le Syndicat du transport fluvial (FNPR), la Confédération Sibérienne du Travail (SKT), la Confédération du Travail de Russie (KTR) ainsi que certains syndicats d'entreprise (les plus revendicatifs) de la FNPR, comme celui de l'usine de moteurs de Tutaev. Des représentants de toutes ses organisations syndicales se réunissent le 6 juin à Moscou pour élaborer une plate-forme minimale de revendications communes et relancer la mobilisation contre le projet gouvernemental de Code du travail. Ils ont déjà décidé une journée unitaire d'action, pour le 19 juin. Une des actions prévues pour cette journée est le blocage des transports pendant quelques heures. La majorité de ces organisations syndicales soutiennent le contre-projet de Code du travail présenté par Oleg Shein (député à la Douma et responsable de la fédération Zachtchita) et enrichi par différentes propositions émanant des organisations syndicales mentionnées ci-dessus.A la Douma, ce projet a récemment obtenu le soutien de certains députés de la fraction communiste (KPRF) et du groupe " Régions de Russie ".

Les syndicats mobilisés contre ce Code du travail rétrograde ont besoin de tous les types de soutien, au niveau national et international et lancent un appel aux syndicats occidentaux afin que ceux-ci envoient des messages de soutien et, si possible, organisent des rassemblement devant les Ambassades de la Fédération de Russie le 19 juin.

ENVOYER LES MESSAGES DE SOLIDARITÉ À L'ADRESSE SUIVANTE : shein@duma.gov.ru

Lire le numéro 10 dans son intégralité :
http://attac.org/fra/inte/doc/russie10.htm
Ce mensuel a été réalisé par des membres du groupe international d'ATTAC qui s'occupent plus particulièrement de l'Europe de l'Est et Centrale. Vous pouvez les contacter directement si vous le souhaitez : groupe-est@attac.org

Après l'air pollué, l'argent pollué

Par Par LUCY KOMISAR

En février 2001, après la réunion des pays les plus industrialisés, plus connus sous le nom du G7, lorsque Paul O'Neill, secrétaire d'Etat au Trésor (ministre des finances américain), a déclaré qu'une initiative européenne visant à enrayer le blanchissage de l'argent " ne consiste pas à dicter aux pays quel est le niveau convenable de la taxation ", il était clair que c'en était fait. Pendant 18 mois environ, les Etats Unis avaient indiqué qu'ils pensaient sérieusement se joindre aux Européens dans leurs modestes efforts pour s'occuper de l'argent illicite blanchi de part le monde. A présent, l'Administration Bush est en train de dire qu'elle arrête le renforcement de l'engagement des Etats Unis dans la réforme du système bancaire offshore. Au lieu d'être " ferme contre le crime " les Républicains se tiendraient côte à côte avec les hommes de l'ombre de Nauru, d'Aruba, du Liechtenstein et d'ailleurs qui proposent leurs services financiers aux malfrats.

La conséquence immédiate fut une initiative de la part de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) visant à arrêter l'évasion fiscale vers les paradis fiscaux. En juillet dernier, l'OCDE a donné le nom de 35 juridictions qui offraient aux étrangers le secret bancaire, peu ou pas de taxes et une protection contre les enquêtes menées par les autorités judiciaires et fiscales de leur pays. L'OCDE avait dit qu'il prendrait " des mesures défensives "



contre les pays qui n'auraient pas changé ces politiques et commença à négocier avec des cibles telles que les Iles Caïman.

En avril dernier, O'Neill a repoussé la pression venant de France, du Japon et d'Italie pour réitérer le soutien des Etats Unis à cette initiative. Puis au mois de Mai, sans consultation ni négociation préalable avec les participants au sommet de Kyoto, il annonça dans un journal Op-Ed que les demandes de l'OCDE étaient " trop étendues " et retira le soutien des Etats Unis. Le ministre des finances, Laurent Fabius, exprima publiquement sa préoccupation en disant que " jusqu'à maintenant, les Etats Unis et la France étaient au premier rang dans ce combat. Le Monde titra son éditorial " Après l'air pollué, l'argent pollué ".

Les actions de l'Administration Bush représentent la continuité des politiques – interrompues seulement par le bref passage de Clinton – de la période Reagan et qui, par le passé, ont été défendues parce que fondées sur l'opposition à l'entrave de la libre circulation des capitaux ou à la baisse de la dépendance au dollar des autres pays. " Le Trésor cherchait à libérer les économies, pas à les réglementer " dit Jonathan Winer un ancien officiel de la politique du Département d'Etat de Clinton contre le crime de haut vol.

D'autres ont une vision plus noire des motivations des Etats Unis. Jack Blum, un avocat de Washington qui a co-écrit un rapport en 1998 pour les Nations Unies sur le phénomène offshore, dit que les politiques américaines ont été influencées par le fait que " l'argent sale du reste du monde a alimenté une des plus importantes expansions sur le marché boursier " et le fait que les grandes entreprises de courtage " trouvent profitable de mener des opérations bancaires privées pour les riches du monde entier qui ne veulent pas payer de taxes ". Il estime qu'au moins 70 milliards de dollars d'impôts par an s'enfuient vers des comptes offshore. C'est juste un peu plus que les 65 milliards de dollars du budget fédéral alloué à l'éducation, la formation, l'emploi et les services sociaux. Par ailleurs, Oxfam International a calculé que 50 milliards de dollars ont été pompés aux pays en développement au profit des paradis fiscaux, presque la taille du budget annuel de l'aide internationale qui est de 57 milliards de dollars.
L'ancien économiste de la Banque Mondiale, Joseph Stiglitz dit " Vous demandez pourquoi, si vous pensez qu'un système bancaire réglementé a un rôle important à jouer, vous permettez à un système bancaire déréglementé de continuer ? Je vous réponds que c'est dans l'intérêt de quelques nantis que ceci perdure. Ce n'est pas un accident, cela aurait pu être interrompu à tout moment. "

Le système offshore a débuté avec les suisses, qui dans les années 30, ont ouvert des comptes en banque numérotés soi-disant pour cacher l'argent des victimes des Nazis. Les gens qui craignaient la confiscation de leur biens pouvaient déposer sur des comptes identifiés par un numéro et pas un nom, ainsi, les Allemands ne pouvaient ni tracer ni saisir les fonds. L'argent ne pouvait être réclamé que par quelqu'un qui connaissait le numéro.

Dès le départ, les utilisations honorables en cachaient de moins honorables. L'élite française plaça son argent en Suisse pour échapper aux impôts et dans les années 50, mobster, Meyer Lansky, qui s'inquiéta après que des escrocs furent pincés pour avoir pratiqué l'évasion fiscale, acheta une banque Suisse. Ses opérateurs déposeraient des liquidités dans des banques de Miami comme étant des gains des Casinos de La Havane, puis les transfèreraient en Suisse, à l'écart des enquêtes et des saisies américaines. De plus en plus, les gens riches du monde entier allèrent offshore pour échapper aux taxes.

Les grandes banques ont découvert qu'elles pouvaient réaliser des profits en aidant ces gens et elles ont institué des départements de services bancaires privés avec des bureaux dans des pays comme les Iles Caïman et la Suisse qui privilégient le secret. Les bénéfices des services bancaires privés représentent généralement le double de la plupart de ceux des autres départements, mais les client ont l'impression d'avoir fait une affaire. Quelques uns ouvrent des comptes offshore grâce à des courtiers étrangers qui prennent en charge les capitaux sans impôt sur le revenu ni sur les intérêts du capital. Pour avoir accès aux liquidités, les clients ont des cartes de crédit émises par les banques et les entreprises de courtage, ainsi les enregistrements de comptes et les charges ne sont pas comptabilisés dans leur pays de résidence.

Les sociétés utilisent les services bancaires offshore pour déplacer leurs bénéfices vers des pays qui les taxeront moins ou pas du tout. En utilisant " les prix de transfert ", une entreprise américaine qui veut acheter des gadgets informatiques à Hong Kong achète au travers d'une entreprise d'import export de Grand



Caïman. L'entreprise d'import export, qui est en secret la propriété de l'entreprise américaine, achète les articles à Hong Kong, puis les revend à l'entreprise américaine mère à un faux prix plus élevé, ainsi les bénéfices imposables aux Etats Unis sont réduits. Entre 1989 et 1995, un peu moins du tiers des grandes sociétés en activité aux Etats Unis ayant un passif d'au moins 250 millions de dollars ou bien réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 50 millions de dollars ne payait pas d'impôt sur les sociétés aux Etats Unis.

Les criminels de tout genre dépendent des paradis fiscaux. En mai 1994, les Nations Unies lancèrent un embargo sur les armes pour le Rwanda, mais les trafiquants d'armes basés en Grande Bretagne, en France et en Afrique de Sud utilisèrent les centres financiers offshore pour mener à bien leurs transactions. En 1999, les services secrets Allemands rapportèrent qu'une organisation au Liechtenstein utilisant des fondations, des entreprises et des comptes en banque secrets servaient aux cartels internationaux de la drogue et en particulier aux mafias d'Italie, de Colombie et de Russie.

Aujourd'hui, il y environ 60 zones de paradis fiscaux. Représentant 1.2% de la population mondiale, ils détiennent 26% des capitaux du monde. Selon le rapport " La richesse du Monde " des cabinets Meryll Lynch et Gemini Consulting , un tiers de la richesse des particuliers qui disposent de la valeur nette la plus élevée, soit 6 mille milliards de dollars, serait détenu offshore. On estime aussi que les paradis fiscaux détiennent 31% des bénéfices des sociétés multinationales américaines.

Etant donné que les services bancaires offshore ont pris de l'importance, par la même on a pris conscience qu'ils vont à l'encontre de l'intérêt public. En 1970, le Congrès Américain avait voté pour demander aux contribuables un rapport annuel sur leurs comptes à l'étranger. En 1985, un rapport du sous-comité des enquêtes sénatoriales disait que les paradis fiscaux contrecarraient la perception de " montants énormes " d'impôts, en supposant qu'il y avait 600 milliards de dollars de revenus non déclarés.

En 1989, les pays du G7 créèrent le Groupe d'Action Financière Internationale, principalement pour s'occuper du blanchiment de l'argent de la drogue. Cependant, Stiglitz, qui était chef des Conseillers Economiques du Gouvernement du Président Clinton, avant de partir à la banque Mondiale, disait que la question des paradis fiscaux " n'était pas trop à l'ordre du jour " aux Etats Unis jusqu'à l'effondrement des économies asiatiques en 1997 et aux problèmes qui en découlèrent.

Une des causes de la crise financière japonaise fut l'effondrement de la Daiwa Bank et de Yamachi Securities, qui utilisaient les comtes offshore pour masquer leurs pertes. Puis vint le crack bancaire en Russie en août 1998, causé par des entrepreneurs véreux qui prêtaient des montants énormes à des compagnies offshore, qu'ils possédaient en secret, et un mois plus tard la gestion du capital à long terme était en faillite, les transactions étaient expédiées vers les Iles Caïmans, où elles étaient invisibles pour les Etats Unis et les autres pays régulateurs.

Stiglitz rappelle que " tout le monde dit que l'on a besoin de plus de transparence. Mais elle doit être généralisée. Si vous la généralisez, il faudra inclure les paradis fiscaux et les capitaux cachés. A partir de ce moment, les Etats Unis et la Grande Bretagne commencèrent à parler des avantages d'une divulgation partielle – si toutes les informations étaient rendues publiques, vous seriez incités à ne pas les recueillir. Cet argument n'avait jamais été utilisé auparavant, uniquement lorsqu'il s'est agit des paradis fiscaux et des capitaux cachés américains. " Stiglitz dit que le Secrétaire Adjoint au Trésor Lawrence Summers d'alors, était de ceux qui formulèrent le problème mais que " derrière ceci, il y avait les capitaux caché et les paradis fiscaux dont les avantages reposaient sur le secret... il pensait à ces intérêts là. " Il ajouta, " si vous disiez que les Etats Unis, la Grande Bretagne et les principales banques des pays du G-7 ne feraient pas affaire avec les banques offshore qui ne se soumettraient pas aux règlements des banques du G-7, alors ces banques ne pourraient pas exister. Elles existent parce qu'elles peuvent effectuer des transactions avec des banques normales. "

Lorsque le G-7 se réunit en Avril 1999, les européens étaient aussi en train de se poser des questions car le système offshore menaçait le bien être de leurs pays puisqu'ils facilitent l'évasion fiscale. Le Ministre français des finances d'alors, Dominique Strauss-Kahn, fit la proposition suivante : les centres offshore, qui avaient échoué à réglementer correctement les comptes et à coopérer en renforçant leur lois, seraient coupés des pouvoirs financiers mondiaux. Il proposa que le G-7

- requière des institutions financières afin d'identifier leurs clients,



- de lister les transactions suspectes de montants importants impliquant des particuliers ou bien des entités légales qui ont des comptes dans des institutions financières établies dans des juridiction peu réglementées,
- et, en dernier ressort, bannir les transactions financières avec les pays ou bien les territoires dont les procédures sont inacceptables.

Ce n'était pas une question à l'ordre du jour pour le Secrétaire d'Etat au Trésor (Administration Clinton) Robert Rubin (maintenant co-président de Citigroup). Lorsque je vis Strauss Kahn après la réunion d'avril 1999, il me dit que Rubin et les autres responsables du G-7 avaient refusé ses propositions. Il reçu aussi une réponse négative de responsables bancaires de Washington. Il dit, " ils ne voulaient rien entendre à ce propos. Ils utilisent tous des centres offshore ". Rubin nia ces charges quand je lui questionnai lors d'un discours qu'il prononça à New York, mais il déclina toute les requêtes faites pour qu'il clarifie ce qu'il avait dit.

Après le départ de Rubin du Trésor, les Etats Unis commencèrent à montrer plus d'intérêts pour le sujet. Summers fit analyser par un adjoint la connexion entre les paradis fiscaux et la crise financière, l'Administration Américaine travailla avec le Républicain Jim Leach, président du Comité Bancaire Intérieur, pour écrire une loi interdisant tous les transferts bancaires anonymes de l'étranger vers les banques américaines. (Cette proposition de loi et toutes celles qui y ressemblaient furent bloquées au Sénat par le leader de la majorité Dick Armey et le président du Comité Bancaire au Sénat, Phil Gramm, tous les deux du Texas, après que l'association des Banquiers du Texas ont dit que cela porterait préjudice aux affaires avec les banques mexicaines. Un officiel du gouvernement de Clinton commenta, " Si les banquiers Texans connaissent leurs clients, ils savent avec qui ils font des affaires, et s'ils font des affaires avec les banques mexicaines, alors ils savent qu'il y a de l'argent sale. ") Le changement pour un Sénat Démocrate signifie que, Carl Levin, maintenant dirigeant le mouvement pour la réforme des paradis fiscaux, recevra vraisemblablement des nouvelles de sa proposition de loi sur les transferts bancaires.

En Juin 2000, après dix ans de déclarations impuissantes, le Groupe d'Actions Financières International, mis en place par le G-7 en 1989 pour lutter contre le blanchiment de l'argent de la drogue, publia une liste noire de 15 pays qui maintenaient le secret bancaire même face aux enquêtes criminelles : Les Bahamas, les Iles Caïman, les Iles Cook, la Dominique, Israël, le Liban, le Liechtenstein, les Iles Marshall, Nauru , Niue, Panama, les Philippines, la Russie, St Kitts et Nevis, St Vincent et les Grenadines. On a demandé aux banques d'exercer une " vigilance accrue " lorsqu'elles travaillent avec ces pays. La liste, bien qu'un pas en en avant, était très politique. La Grande Bretagne refusa que ses dépendances offshore notoires – Guernesey, Jersey, l'Ile de Man, les Iles Vierges Britanniques et Gibraltar – y soit inclues. Monaco, le protectorat français échappa aussi à la liste.

Jean François Thony, qui était jusqu'à l'année dernière un responsable du Programme Contre le Blanchiment de l'Argent des Nations Unies et maintenant un juge français, avait dit que " la Grande Bretagne dit à la France, "si vous voulez inclure les Iles Anglo-Normandes dans la liste, nous demanderons à ce que Monaco y figure aussi " Maintenant le gouvernement français est très strict avec Monaco, mais la France doit faire quelque chose avec le fait que la situation a duré depuis tant de temps. Antigua fut exclue à la demande du Canada, qui la représente au directoire du FMI. Thony ajouta, " il y a beaucoup d'hypocrisie, montrer du doigt ces pays qui sont supposés ne pas respecter les règles internationales lorsque les banques qui les font fonctionner réellement sont les banques principales de nos pays. C'est le cœur du problème. "

Suite à la publication de la liste du groupe d'actions, une foule de pays annonça qu'ils adopteraient des lois ou des règlements pour combattre le blanchiment de l'argent. Winer, de l'Administration de Clinton, dit que cela prendrait plusieurs années pour juger de l'authenticité de ces lois.

Dans le sillage des commentaires récents de O'Neill, certains paradis fiscaux se retirèrent des négociations avec l'OCDE, persuadés que les Américains tiendraient leurs paradis fiscaux en sécurité pour ceux qui pratiquent l'évasion fiscale et autres escrocs. Cependant, même les groupes qui se sentent concernés par le trafic de drogue, les maladies de la mondialisation et des disparités des richesses, font peu de pression pour une réforme. Bien qu'on s'attende à ce que les Européens continuent leurs modestes efforts, peu de choses changeront sauf si les Etats Unis décident de participer. En attendant, les banques internationales continueront à faciliter la tâche aux dictateurs piller leur pays et aux riches de pratiquer l'évasion fiscale, pendant que



les citoyens ordinaires assument toujours plus le coût du gouvernement.

Publié par The Nation (18 juin 2001).

Publié en français en collaboration avec l'auteur, Lucy Komisar lkomisar@msn.com
Traduction : Fabienne Certain, traductrice bénévole, coorditrad@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/> (sélectionner le pays pour trouver les rendez-vous)

Mardi : FR : SOPHIA ANTIPOLIS – CRETEIL – AVIGNON – METZ – VILLEFRANCHE – ROCHEFORT – PARIS 11 – ISSOIRE – PARIS 15 – SAINT NAZAIRE – FERTE SOUS JOUARRE

Mercredi : FR : THONON – NICE – IVRY SUR SEINE – ST PIERRE D'OLERON – ROCHEFORT – PARIS 14 – PARIS 11 - PAU

Jeudi : BE : LIMBOURG – LIEGE – NAMUR – FR: LA ROCHELLE – PARIS 13 – PARIS 20 – MULHOUSE – BOIS DE L'HUISSERIE – CLERMONT FERRAND

Vendredi: BE: DURBUY – ES: BARCELONA – FR : LILLE – VILLEFRANCHE – JONZAC – MOUTHIERS / BOEME